



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/Sub.2/NGO/13
11 janvier 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES
Douzième session
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTE DE RELIGION
ET DES PRATIQUES RELIGIEUSES

Exposé présenté par le Bureau international catholique de l'enfance, la
Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques et Pax Romana,
organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de la
catégorie B

Le Secrétaire général a reçu l'exposé suivant, dont il donne communication
conformément aux définitions des paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X)
du Conseil économique et social.

Communication datée du 11 janvier 1960
Reçue le 11 janvier 1960

Les organisations soussignées apprécient les efforts déployés par le Rapporteur
pour assurer un caractère objectif au rapport qu'il a présenté à la Sous-Commission.
Elles reconnaissent également la sincérité avec laquelle il a cherché à atteindre les
objectifs qu'il s'était fixés pour son étude à la lumière des directives qui lui
avaient été données et constatent qu'il a réussi dans une grande mesure à élaborer
des règles qui pourraient contribuer à réduire la discrimination là où elle existe.

C'est précisément parce que nous avons conscience des efforts accomplis par le
rapporteur et de sa sincérité que nous regrettons les graves lacunes que présente le
rapport du point de vue de la compréhension de la nature même de la religion, lacunes
qui nuisent à son objectivité et réduisent en fin de compte sa portée. Cela est
d'autant plus regrettable qu'il est possible que l'on se reporte à cet ouvrage pour
interpréter les règles qui risquent par conséquent d'être viciées à leur tour. Cette
considération nous oblige à signaler à la Sous-Commission certaines de ces lacunes.

1. La religion, réalité transcendante

Nous comprenons que le non-spécialiste éprouve quelque difficulté à définir la nature de la religion. De plus, en plaçant sur le même plan "religion" et "conviction", on a introduit dans le rapport un élément de confusion et d'erreur, car l'expression "religion ou conviction" assimile des notions aussi contradictoires que celles de la religion, de l'agnosticisme, du rationalisme et de l'athéisme (page 8, paragraphe 1 et note 1). Dans une étude des "mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses", cette assimilation rend toutes les affirmations contenues dans le rapport soit ambiguës, soit inintelligibles.

Cette identification formelle des termes "religion" et "conviction", que l'on trouve dans la note citée, est une source d'erreur puisque, de toute nécessité, le rapport se fonde sur une définition implicite de la religion. Le rapport réduit les fondements des "religions et convictions vraiment grandes" (page 8, paragraphe 1) à des principes moraux. Les affirmations les plus fondamentales des religions y sont traitées comme des questions d'opinion personnelle considérées globalement. Or en réalité, comme le prouve l'étude des grandes cultures historiques, les principes moraux découlent des convictions religieuses et ne s'épanouissent que dans un climat religieux. D'autre part, tout effort pour comprendre les problèmes des groupes religieux et pour garantir leurs droits en tant que groupes sociaux est vain si l'on considère simplement les convictions religieuses comme des questions d'opinion personnelle.

Bien que ces considérations aient été exposées dans un certain nombre de mémoires et de déclarations, elles ne semblent guère avoir influencé la rédaction du présent rapport. En conséquence, nous devons réaffirmer avec autant de force qu'il nous est possible que cette étude de questions religieuses - même si elle se borne à l'examen de règles juridiques et légales - fait abstraction de toutes les valeurs religieuses qu'elle cherche à protéger parce qu'elle ne tient pas compte du caractère transcendant de la religion.

La religion est une fin en soi et non pas simplement un moyen. On ne peut pleinement comprendre les problèmes religieux dont traite le rapport que si l'on admet ce fait. La religion est incapable de communiquer un souffle moral ou spirituel si on la subordonne à des considérations purement politiques, sociales

/...

ou temporelles. L'histoire montre clairement que la religion et les valeurs religieuses ne satisfont les besoins religieux de l'homme que lorsqu'elles découlent d'une conception de la réalité qui transcende le domaine purement temporel ou politique. Ne considérer la religion que du seul point de vue du politicien ou du réformateur social, c'est séparer les valeurs religieuses de la religion elle-même - attitude incompatible avec une conception véritablement religieuse de l'existence. Par conséquent, pour qu'une étude comme le rapport considéré donne le genre de résultats que l'on en attend, il faut qu'elle tienne compte de ce point de vue religieux et en reconnaisse la réalité.

L'idée de Dieu, qui est le principe suprême de l'intelligibilité de toute réalité, est aussi un élément essentiel de ce point de vue religieux, comme en témoigne l'expérience millénaire des hommes et comme la raison le confirme. Le croyant est profondément convaincu qu'il a son origine et sa fin en Dieu, qui l'a créé. Pour lui, la religion consiste à reconnaître ce lien avec Dieu et à accepter l'obligation d'ordonner sa vie, ainsi que ses relations avec le monde et avec les autres hommes, en fonction de ce lien. Les obligations religieuses découlent de la nature humaine et les droits fondamentaux en matière religieuse ne sont pas conférés par l'Etat : ils existent indépendamment de lui et l'Etat doit simplement les reconnaître comme lui étant antérieurs et supérieurs. Telle est la conviction sur laquelle se fonde toute conception véritablement religieuse de l'existence. Dans ces conditions, le croyant a le droit d'attendre que ce point de vue religieux soit reconnu et protégé dans un rapport destiné précisément à cette fin.

2. La nature sociale de la religion

Une question étroitement liée à la question cruciale du caractère transcendantal de la religion est visée au paragraphe 4 b) de la seizième règle (page 98). Selon cette règle, les pouvoirs publics, en s'acquittant de leurs devoirs, doivent être guidés par la considération de "la liberté [pour toute personne] de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, et tant en public qu'en privé ...". Si l'on examine les règles proposées en fonction du rapport lui-même, on s'aperçoit qu'un élément de la nature de la religion est, soit mal compris, soit insuffisamment analysé, à savoir, la nature collective ou sociale de la religion.

/...

La manifestation sociale de la religion, telle qu'elle est envisagée dans le rapport, serait simplement la manifestation publique d'une somme d'opinions personnelles et rien de plus. Le rapport ne tient pas compte du fait que, tant du point de vue historique que du point de vue psychologique, la religion - comme l'homme lui-même - comporte un élément essentiellement social. La religion tend naturellement à se constituer en société dotée d'un caractère distinctif et reconnaissable. L'existence même d'une croyance commune, d'une voie commune vers le salut, a comme corollaire l'instauration d'une autorité chargée dans une certaine mesure d'assurer l'harmonie dans l'effort vers ce but commun. De plus, l'histoire des religions montre abondamment que la personnalité morale est et a toujours été un élément absolument intrinsèque de certaines religions. Vouloir ignorer cette personnalité morale ou les en priver est par conséquent vouloir les persécuter et les détruire.

Nous sommes profondément convaincues que toute action destinée à protéger les droits des minorités religieuses devient illusoire si l'Etat refuse de reconnaître le caractère essentiellement social de la religion. Si l'on ne maintient pas au groupe religieux le droit de déterminer lui-même l'appartenance au groupe, le droit de décider de toute question de dissidence, le droit d'exercer son autorité en toutes ces questions dans le domaine religieux, on concède à l'Etat le droit suprême de trancher les problèmes religieux dans la vie publique, et on le fait de manière fatale pour ce qui est de la liberté de religion des minorités. En fin de compte, on abroge les droits fondamentaux des minorités religieuses et l'on subordonne l'exercice de ces droits par une personnalité morale, à la volonté ou au caprice de l'Etat. Il est difficile de ne pas tirer formellement cette conclusion des explications assez ambiguës que l'on trouve au paragraphe 170 du rapport (page 75).

3. Les rapports entre la religion et l'Etat

Les rapports entre la religion et l'Etat soulèvent, pour ce qui est de la seizième règle, une nouvelle question qui appelle des précisions ou tout au moins une distinction plus prudente. Il s'agit, dans le texte anglais du rapport, de l'expression "separation of the State from religion" (page 66, paragraphe 159). Quelle qu'ait été l'intention du rapporteur, l'abandon de la formule habituelle,

/...

"separation of religion and the State" ou "separation of Church and State", semble impliquer un départ entre la religion et l'Etat qui n'a jamais été défendu dans l'histoire que par les adversaires de la religion. De plus, l'explication donnée dans le rapport en ce qui concerne les rapports entre la religion et l'Etat sous-entend une sorte d'indifférence de l'Etat envers la religion, indifférence qui n'existe certainement pas dans un pays qui offre l'un des exemples les plus anciens et les mieux connus de séparation constitutionnelle de l'Etat et de l'Eglise : les Etats-Unis d'Amérique. En effet, quelle que soit leur impartialité en matière confessionnelle, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas un Etat purement séculier au sens que l'on donnait à ce terme au XVIIIème siècle. Loin de se désintéresser de la religion, ils la reconnaissent au contraire expressément. Cette attitude de l'Etat envers la religion entraîne certaines conséquences positives; notamment, il reconnaît que la religion contribue au bien-être national et que la nation elle-même a l'obligation, dans les limites fixées par la Constitution, d'aider la religion à atteindre ses buts. Il y a bien loin de cette situation à la "separation of the State from religion" qui créerait un sécularisme entraînant une nouvelle forme, très grave, de discrimination.

4. Les religions oecuméniques

Des liens étroits existent entre les questions de la nature sociale de la religion et des rapports entre la religion et l'Etat, d'une part, et la question de ce que le rapport appelle "les religions oecuméniques", d'autre part. Cette expression s'applique, semble-t-il, aux sociétés religieuses dont l'existence n'est pas limitée à une seule nation mais qui ont des membres dans de nombreuses nations et qui reconnaissent une autorité religieuse supranationale. Pour envisager de manière réaliste les droits des minorités religieuses, il faut reconnaître que ces religions "oecuméniques" existent, qu'elles existent depuis des siècles et qu'elles continueront d'exister dans l'avenir. On ne peut ainsi élaborer ou envisager sincèrement des mesures tendant à protéger la liberté de religion et des pratiques comme si ces religions n'existaient pas ou comme si elles étaient inférieures en quoi que ce soit à une religion purement nationale. Puisque ces religions oecuméniques existent donc, il en résulte certaines conséquences. La première conséquence est évidente : c'est le droit à une libre communication "oecuménique". En effet, une

/...

religion "oecuménique est presque nécessairement une entité intrinsèquement collective dont l'existence effective et l'administration exigent la libre communication à la fois sur le plan doctrinal et sur le plan administratif. L'interdiction ou même la limitation grave de cette communication constituerait une forme réelle de discrimination religieuse et une menace contre l'existence même de cette entité en tant que société religieuse oecuménique.

L'autre conséquence qui découle de l'existence d'une société religieuse oecuménique n'est peut-être pas aussi évidente au premier abord mais elle est néanmoins également importante. Par sa nature même, une religion oecuménique n'a pas sa source dans une nation particulière ou dans un groupe de nations et n'entre donc dans la vie d'une nation particulière que par l'effet d'une action extérieure. L'exercice effectif de l'activité religieuse d'une religion oecuménique dépend par conséquent dans une mesure plus ou moins large d'un personnel formé. Mais, dans ces conditions, elle ne pourra recruter un personnel solidement formé dans les rangs de ses nouveaux membres qu'après un temps très long. Une religion oecuménique à laquelle on refuse le droit de faire venir un personnel formé en provenance d'autres nations où elle existe également fait l'objet d'une véritable discrimination.

Pour ce motif, nous demandons que le paragraphe 2 de la onzième règle soit développé en tenant compte de ces considérations.

Bien que nous fassions des réserves sur d'autres points des règles proposées et du rapport qui les accompagne, nous avons insisté dans le présent exposé sur une seule question importante et sur ses conséquences - le caractère essentiel et transcendant de la religion elle-même.

En conséquence de ce qui précède, nous demandons respectueusement que les règles proposées soient précédées d'un préambule. Ce préambule devrait tenir compte des considérations suivantes :

- 1) Pour le croyant, la religion est une réalité transcendante;
- 2) Le croyant, en tant qu'individu, a le droit fondamental que sa conception de la religion en tant que réalité transcendante soit reconnue et protégée;
- 3) La protection des sociétés religieuses qui sont des personnes morales par nature et par fonction exige la reconnaissance de leurs droits en tant que personnes morales et de leurs activités communautaires.

/...

Nous sommes fermement convaincus que sans un tel préambule, les règles, quelle que soit la sincérité avec laquelle on les formule, ne peuvent être qu'insuffisantes et qu'elles ne permettront nullement de prévenir les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses.

Pax Romana

Fédération mondiale des jeunesses
féminines catholiques

Bureau international catholique
de l'enfance
